

Syrie, un retour sur les origines et le développement du processus révolutionnaire (2^e partie)

dimanche 28 septembre 2014, par [DAHER Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 15 septembre 2014).

Après une première partie consacrée aux origines du soulèvement populaire contre la dictature néolibérale de Bachar Al Assad [1], Joseph Daher, militant de la gauche révolutionnaire syrienne résidant en Suisse, revient dans cette deuxième partie sur les raisons internes et régionales du soulèvement syrien, mais aussi sur ses dynamiques et les obstacles qu'il rencontre.

Sommaire

- [Les dynamiques régionales du](#)
- [Les dynamiques internes \(...\)](#)
- [Les acteurs du mouvement \(...\)](#)
- [Résistance armée et auto-organ](#)
- [Le mouvement populaire et](#)
- [L'exemple de Raqqa](#)
- [Contre les islamistes et \(...\)](#)
- [Arabes et Kurdes unis](#)
- [En 2014, un mouvement populair](#)
- [Conclusion](#)

Le soulèvement syrien s'explique par des facteurs internes, par l'absence de démocratie et par des inégalités sociales croissantes, ainsi que par des facteurs régionaux, puisqu'il s'inscrit dans le cadre du mouvement initié par les soulèvements populaires en Tunisie et en Egypte.

Les dynamiques régionales du soulèvement

Le processus révolutionnaire syrien s'inscrit dans un mouvement régional qui ébranle toute la région arabe. Il s'inscrit donc bien dans le cadre des autres soulèvements qui sont le fruit de la rencontre et du renforcement mutuel de différents foyers d'insatisfaction, de lutte et de mobilisation populaires. Ces combats se sont entremêlés et ont permis à différents secteurs de ces sociétés de joindre leur force pour se révolter contre des régimes autoritaires et corrompus, réputés de surcroît responsables de l'approfondissement continu de la crise sociale.

Le tour que prend la dynamique protestataire dans un grand nombre de pays de la région, que ce soit la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen, le Bahreïn, Oman, le Maroc, etc., doit en effet être rapporté aux mobilisations antérieures, comme l'ont bien expliqué Mounia Bennani Chraïbi et Olivier Fillieule : les actions communes de soutien à des causes réputées « arabes » ou « islamiques » comme l'enjeu palestinien ; les mobilisations ouvrières dans les mines tunisiennes du

bassin de Gafsa (2008) ou de Ben Guerdane (2010), ou la vague de grèves ouvrières qui ne cesse de s'amplifier en Égypte, depuis 2004 ; les coordinations contre la vie chère au Maroc (jusqu'en 2009) ; le développement de groupes qui dépassent les clivages idéologiques (à l'instar de Kifaya, du groupe du 6 avril, et de l'Association nationale pour le changement en Égypte, ou des organisations des droits humains dans plusieurs pays) .

Ces mobilisations ont permis des jonctions partielles entre des acteurs appartenant à des réseaux sociopolitiques que nous ne qualifierions pas de concurrents, mais de différents : ceux-ci ont su joindre leurs revendications et leurs forces à certains moments, comme les mouvements ouvriers d'Égypte et de Tunisie et les activistes politiques de façon générale. De plus, les frontières se sont montrées parfois poreuses entre structures syndicales et militants politiques, ces derniers parvenant à agir au sein de l'UGTT tunisienne ou des syndicats indépendants égyptiens. De telles expériences favorisent l'apprentissage de la protestation collective par des millions de personnes et les actions passées servent toujours d'expérience pour les initiatives futures.

Selon nous, plusieurs revendications expliquent les mobilisations populaires qui secouent la région. Il s'agit tout d'abord de la revendication de droits démocratiques élémentaires face à des régimes dictatoriaux, soutenus directement ou indirectement (du moins, au départ) par les pays occidentaux (de nombreux accords politiques, économiques et sécuritaires témoignent d'une telle collaboration).

La profondeur de la question sociale et son impact sur le déclenchement de ces révolutions est sûrement la dimension la plus occultée par les grands médias et la littérature disponible sur ces événements et leurs dynamiques. Ces soulèvements populaires, qui surviennent après des décennies de politiques d'ajustement structurel et de mesures néolibérales, expriment bien sûr une révolte contre celles-ci, d'autant plus qu'elles ont été imposées par des régimes autoritaires, corrompus et soutenus par des institutions financières qui sont de plus en plus perçues comme les représentantes attitrées des puissances occidentales et des capitaux étrangers, comme le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale (BM).

Les fléaux que découlent de ces politiques paraissent nombreux. Parmi eux, on mentionnera le chômage élevé ou le sous-emploi, notamment des jeunes diplômés qui ne trouvent pas de débouchés sur un marché de l'emploi qui privilégie des activités à faible valeur ajoutée, où le travail qualifié se fait rare ; le creusement des inégalités sociales et économiques, les classes inférieures et moyennes n'ayant pas, pour le moins, bénéficié des fruits de la « croissance » ; les processus de privatisation qui ont abouti à la formation de nouveaux monopoles entre les mains des proches du pouvoir.

Ces phénomènes sont en effet partie intégrante d'un système de corruption qui profite directement aux cercles gouvernants de ces pays, notamment la famille Moubarak en Égypte, Trabelsi (épouse du président Ben Ali) en Tunisie, Makhoul (cousin germain de Bachar al Assad) en Syrie. Les mouvements populaires ont d'ailleurs été accompagnés d'une dénonciation récurrente du népotisme de ces familles. Ainsi, dès le début du processus, les protestataires syriens ont désigné Rami Makhoul comme un « voleur », véritable incarnation de la corruption et de l'opulence indue du pays, et s'en sont pris aux succursales de sa firme de télécommunication (Syriatel), de même qu'à d'autres firmes lui appartenant.

Les forces sociales de ces soulèvements vont dès lors rassembler différents groupes de la société qui vont des classes populaires qui souhaitent le changement de leurs conditions matérielles et davantage de démocratie, à une partie de la bourgeoisie qui peut percevoir son intérêt dans la promotion d'un Etat libéral, débarrassé de la tutelle des familles régnantes qui accaparent le pouvoir politique et les avantages économiques croissants qui en découlent.

Les dynamiques internes du soulèvement

Au niveau interne, les semaines qui précèdent le début des premières manifestations, vers la mi-mars 2011, ont vu la situation se développer lentement : des manifestations de soutien aux révolutions égyptienne et tunisienne ont été interdites, et celles qui se sont malgré tout tenues ont été fortement réprimées par les forces de sécurité. Le 14 Février 2011, 14 personnes ont été arrêtées et plusieurs personnes battues par des policiers en uniforme et en civil lors d'un sit-in pacifique réunissant 200 personnes devant l'ambassade de Libye, rassemblées en solidarité avec le soulèvement dans ce pays.

Durant cette même période, de nombreux militants des droits humains ont dû faire face à une série de tactiques d'intimidation, notamment des visites domiciliaires d'agents des services de renseignement et la surveillance étroite de leurs emails, blogs etc., ainsi que de leurs conversations téléphoniques. Certains d'entre eux ont été avertis de ne pas quitter le pays.

Le 16 mars, les membres des familles et les proches d'un certain nombre de prisonniers politiques avaient organisé un rassemblement devant le ministère de l'Intérieur pour demander leur libération. Trente-quatre d'entre eux ont été arrêtés, dont 32 ont été mis en examen pour « atteinte au prestige de l'Etat ». C'est dans cette même semaine que la véritable étincelle du début du soulèvement a été déclenchée, dans la ville méridionale de Deraa, qui va devenir rapidement un symbole de la résistance nationale : l'arrestation de 15 enfants pour avoir écrit « le peuple veut la chute du régime » (Ash-shab yurid iskat an nizam) sur les murs de leur école, inspirés par les révolutions de Tunisie et d'Egypte, et les insultes proférées à l'adresse de leurs parents qui demandaient leur libération, de la part du responsable des services de sécurité de la région ; par la suite, le constat de traces de tortures sur les corps de ces enfants après leur sortie de prison a renforcé le sentiment d'humiliation des populations locales, tandis que le récit de ces événements se répandait rapidement à travers le pays. Le 18 mars 2011 a été le premier jour du soulèvement syrien, baptisé « vendredi de la dignité » en réponse au manque de respect des autorités locales, en tandem avec le vendredi du même nom au Yémen. L'événement de Deraa a marqué sans doute un « turning point » de la situation en Syrie, à l'instar du « vendredi de la colère » du 28 janvier en Egypte, où les manifestations ont pris une importance capitale.

Le soulèvement syrien va s'étendre dès lors progressivement durant des mois pour toucher toutes les régions du pays, malgré la répression déployée par le régime qui fait alors massivement usage de la force en ouvrant le feu sur les manifestants. C'est d'ailleurs cette répression violente et croissante des services de sécurité qui va radicaliser progressivement le mouvement populaire. Celui-ci passe alors de la demande de réformes à l'exigence de la chute du régime.

Le soulèvement de la ville de Deraa, considérée comme un bastion du Baath, d'où un certain nombre de hauts dignitaires du Baath sont originaires, comme le vice-président Farouk el Shareh, incarne la faillite d'un État et de ses élites, qui ont abandonné à leur propre sort depuis des années les classes rurales et les villes périphériques desquelles elles provenaient, au profit de politiques favorisant les classes bourgeoises de Damas et d'Alep. Cette mise en tension du centre et des périphéries du pays justifie pleinement une approche « matérialiste » précise des causes « internes » de la révolution syrienne.

Les acteurs du mouvement populaire

Il nous faut maintenant justifier les raisons qui nous poussent à définir la mobilisation du peuple syrien et ses principales manifestations publiques comme un « mouvement populaire ». En effet, les

acteurs de ce mouvement sont issus de plusieurs composantes. En premier lieu, on y trouve des militants engagés dans les luttes contre le régime avant le soulèvement de 2011, en particulier depuis le « printemps de Damas » (2001), issus des couches moyennes, souvent jeunes diplômés et utilisateurs des réseaux sociaux. Leurs activités visaient principalement au respect des droits démocratiques en Syrie ; certains d'entre eux s'étaient déjà mobilisés contre la guerre en Irak et pour la cause palestinienne. Ils sont dans leur grande majorité des démocrates laïcs appartenant à toutes les communautés, y compris à des minorités comme les Alaouites, les Chrétiens, les Druzes, etc.

On mentionnera aussi divers groupes de militants issus de différentes régions du pays, comme les Jeunes de Daraya, dans la banlieue de Damas, qui ont commencé à s'activer socialement depuis près de dix ans en lançant une campagne contre la corruption ou en organisant une manifestation après la chute de Bagdad, en avril 2003, au cours de laquelle ils ont été arrêtés sous prétexte de « former un groupe politique non enregistré et de répandre le confessionnalisme ». Les Jeunes de Daraya ont cru à leur engagement social en s'inspirant des exemples historiques de mouvements non violents. Ils ont constitué une bibliothèque itinérante et distribué des livres à la population de leur quartier. Ils ont nettoyé les rues. Ils ont projeté des films sur Gandhi dans une mosquée.

Tous ces militants ont été présents dès le début du soulèvement, le 16 mars 2011. Ils ont joué jusqu'à maintenant un rôle important au sein des comités sur le terrain et pour le développement d'actions pacifiques contre le régime. La Commission générale de la révolution syrienne, une coalition des comités locaux, est dirigée notamment par Suhair Atassi, opposante de longue date, issue d'une famille politique prestigieuse et animatrice du Forum Jamal Attassi, interdit par le régime dans les années 2000. Cette dernière a été arrêtée pendant dix jours, suite à la manifestation du 16 mars 2011, dont elle était accusée d'être l'une des organisatrices. Elle vit maintenant en exil, après avoir passé des mois dans la clandestinité. La Coordination des comités locaux (CCL), autre organe important, est de son côté dirigée par l'avocate et militante Razan Zaitoune.

Le régime a ciblé spécifiquement ce type de militants, à l'initiative des manifestations, des actions de désobéissance civile et des campagnes en faveur des grèves, en raison de leurs qualités d'organiseurs et d'un positionnement démocratique et laïque qui prend en défaut la propagande du régime dénonçant un complot de groupes armés islamistes extrémistes. Une partie d'entre eux ont été emprisonnés, tués ou contraints exil, même s'ils sont néanmoins toujours présents en dépit d'une répression féroce. Ils jouent un rôle important dans le processus révolutionnaire en cours en essayant d'articuler entre elles les diverses formes populaires de résistance au régime.

La deuxième et sans doute la plus importante composante du mouvement révolutionnaire syrien est celle des travailleurs ruraux, mais aussi des salariés et des petits indépendants urbains, économiquement marginalisés, qui ont subi de plein fouet la mise en œuvre des politiques néolibérales, en particulier depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar Al Assad. La géographie des révoltes à Idlib et Deraa, ainsi que dans d'autres zones rurales, toutes des bastions historiques du parti Baath qui n'avaient pas pris part à grande échelle, comme aujourd'hui, à l'insurrection du début des années 1980, y compris la banlieue de Damas et d'Alep, montre l'implication des victimes du néolibéralisme dans cette révolution. C'est de cette composante des protestations actuelles que vient une partie de ceux qui rejoignent les groupes armés de l'ASL, d'abord développés pour défendre les manifestations pacifiques et qui ont adopté depuis des politiques plus offensives.

De même, on peut constater le regroupement de protestataires qui s'opposent au régime autour de cheikhs dans certains quartiers. C'est pourquoi, nombre d'entre eux ont été arrêtés, tandis que d'autres ont dû fuir le pays. Enfin, des éléments de l'opposition plus « traditionnelle », participent aussi au mouvement populaire, parmi lesquels certains partis kurdes, des groupes de gauche, des nationalistes, des libéraux et des islamistes.

Résistance armée et auto-organisation

Plusieurs éléments ont favorisé l'apparition des groupes armés après plus de sept mois de manifestations et de résistance pacifique.

En premier lieu, la répression violente du régime contre les manifestants pacifiques et contre les dirigeants du mouvement populaire, tués, arrêtés ou contraints à l'exil. Cela a radicalisé le mouvement et contribué à mettre en avant des militants plus enclins à résister par les armes. De plus en plus de groupes de citoyens ont alors pris les armes pour défendre leurs manifestations et leurs domiciles contre les chabihias [miliciens appointés par le régime, auteurs d'innombrables exactions], les services de sécurité et l'armée.

En second lieu, le nombre croissant des désertions dans l'armée, en particulier de soldats du rang refusant de tirer sur des manifestants pacifiques. La réticence des soldats à tirer sur des manifestations pacifiques a provoqué de nombreuses mutineries et désertions. Il faut aussi évoquer la volonté du régime de militariser la révolution en laissant des armes sur les champs de batailles ou en augmentant le nombre d'armes sur le marché et/ou en baissant les prix des armes pour justifier le discours du régime qui dit se battre contre des groupes armés extrémistes.

Il faut enfin compter avec la volonté de courants politiques et/ou d'États, notamment des financements de donateurs privés des monarchies du Golfe, de financer des groupes armés spécifiques pour renforcer le soutien dont ils disposent ou établir les relais qui leur font défaut sur le terrain.

En avril 2013, l'ASL a pour cela adressé une déclaration au mouvement des Frères musulmans de Syrie. Elle dénonce ses tentatives de monopoliser la révolution et le tient responsable de la prorogation de la victoire et de la fragmentation de l'opposition du fait qu'il cherche à se subordonner des groupes sur le terrain en échange de soutiens matériels et financiers¹.

La libération de groupes importants de jihadistes et islamistes par le régime Assad lors des premières amnisties en mai-juin 2011, qui devaient normalement permettre la libération de manifestants et prisonniers politiques, a également renforcé le processus de militarisation de la révolution syrienne. La plupart des islamistes et jihadistes libérés à cette période étant à la tête des principaux groupes armés actifs aujourd'hui.

Les membres des groupes de l'opposition armée de l'ASL proviennent socialement de la composante majoritaire du mouvement révolutionnaire : ce sont principalement des travailleurs marginalisés des villes et des campagnes, des membres des classes subalternes et moyennes qui ont souffert de l'accélération des politiques néolibérales menées depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar Al Assad. Dans les groupes de l'opposition armée, on trouvera donc aussi bien des militaires qui ont fait défection, que des civils qui ont décidé de prendre les armes, ces derniers étant largement majoritaires.

L'armée syrienne s'est structurée à l'époque de Hafez el-Assad, ce qui explique que l'insubordination collective ou la mutinerie y est très difficile. La structure du haut commandement est basée sur le clientélisme et le professionnalisme. La plupart des unités loyales envers Assad sont dominées par des officiers alaouites, même si elles comprennent aussi des officiers sunnites. Le chef du bataillon qui a mené la terrible attaque contre le quartier Baba Amr de Homs, en février 2012, est ainsi un colonel sunnite. Le rôle assigné à ces unités est de protéger le régime en appliquant différentes formes de répression. Le plus souvent, ceux qui veulent faire défection ne peuvent agir qu'individuellement ou en petits groupes, quittant les rangs avec ou sans leurs armes.

Ces difficultés n'ont cependant pas empêché le développement des désertions. Le régime s'est vu ainsi contraint de sécuriser ses unités par l'intégration de nouveaux éléments en provenance de l'appareil sécuritaire. Des milliers de soldats et d'officiers ont été emprisonnés parce que suspectés de sympathie envers la révolution. Selon certains témoignages, jusqu'à la moitié des pertes subies par l'armée syrienne résulterait de meurtres perpétrés par des militaires loyaux envers le régime. Le régime a mis en place par la suite des groupes civils armés, appelés comités populaires de défense, pour assister le régime dans sa répression, mais ce dernier a surtout reçu une aide économique et militaire massive de l'Iran et la Russie, tandis que les groupes armés communautaires chiites, dont le Hezbollah et des groupes irakiens, n'ont cessé d'augmenter leur nombre de combattants en Syrie. Le Hezbollah a participé à de nombreuses opérations militaires avec l'armée syrienne, jouant même parfois un rôle de leader sur le plan militaire.

Dans de nombreuses régions du pays, des conseils révolutionnaires ont été formés, de même que des comités de coordination des actions politiques et armées. Un code de bonne conduite respectant le droit international et rejetant le confessionnalisme a été signé par une grande partie des groupes armés qui font partie de la résistance populaire. Ces mesures ont été prises en réaction à des actes de torture et à des assassinats commis par des groupes armés de l'opposition, souvent sans liens avec l'ASL, qui ont été condamnés par le mouvement populaire et la grande majorité des bataillons de l'ASL.

L'ASL n'est pas jusqu'à aujourd'hui une institution unifiée. Il s'agit plutôt de la dénomination collective de groupes armés indépendants, localisés dans diverses régions du pays. Ces groupes ne disposent pas d'un armement et de financements adéquats. Ils achètent des armes sur le marché noir local - à des trafiquants qui tirent profit de la situation -, mais aussi à des contrebandiers irakiens, libanais et turcs. Les membres de l'ASL récupèrent également des armes abandonnées par les forces de sécurité ou saisies dans leurs dépôts.

En 2012, la Coordination des comités locaux (CCL) analysait la situation de l'ALS dans les termes suivants : « Le sort de notre Révolution a été confié à l'Armée syrienne libre (ASL), composée de déserteurs et de civils qui portent les armes pour se défendre. Ce groupe est dépourvu de toute base durable et ne dispose pas d'un commandement unifié. Dans le même temps, l'ASL a remarquablement et courageusement défendu des civils non armés et leurs zones de vie avec un armement léger et peu de munitions. Comme on pouvait le prévoir, la machine de guerre répressive du régime a été en mesure de concentrer sa répression et sa colère sur les résidents de ces zones où l'ASL a pris position. La machine de guerre du régime s'y est livrée à des actes de représailles qui ont doublé le nombre de victimes, résultant en crises humanitaires et provoquant l'apparition de zones sinistrées dans de nombreuses régions du pays »².

Par ailleurs, le manque de soutien organisé et ample à l'ASL a conduit à une absence de direction efficace de l'opposition armée, tandis que les groupes islamistes non liés à l'ASL et financés par les pays du Golfe n'ont cessé de se développer. L'opposition se composerait actuellement de plus de 1000 groupes armés avec des alliances multiples et variées selon les régions et dynamiques contextuelles. L'ASL a néanmoins été la cible des jihadistes, particulièrement l'État Islamique du Levant et d'Irak (EIIL) rebaptisé aujourd'hui l'État Islamique (EI) mais aussi Jabhat al Nusra (la branche officielle d'Al Qaida aujourd'hui en Syrie) et de certains groupes islamistes qui ont assassiné quelques officiers et attaqué certaines de ses brigades.

Le Front islamique s'est distancié de l'opposition en exil de la coalition nationale, suite au refus de cette dernière de lui accorder une plus grande présence au sein de l'état major militaire commandé par le brigadier-général Salim Idriss. Le Front islamique a déclaré qu'il ne s'opposerait pas à l'ASL, malgré l'attaque sur certains de ces groupes, et a appelé à un Etat islamique en Syrie. Ce nouveau Front islamique a le soutien financier et politique des régimes monarchiques du Golfe. Le

financement massif de ces groupes a permis d'attirer de nombreux combattants de l'opposition, non pas sur un discours religieux, mais principalement par un équipement militaire beaucoup plus sophistiqué et abondant, et des salaires également plus importants par rapport aux brigades de l'ASL qui manquent de tout.

Les monarchies du golfe et des donateurs privés de ces Etats ont financé les forces réactionnaires islamistes afin de transformer la révolution syrienne en une guerre sectaire. La victoire de la révolution en Syrie et sa propagation dans la région constituerait une menace pour leurs propres régimes.

Le mouvement populaire et l'auto-organisation

Dès le début de la révolution, les principales formes d'organisation ont été des comités populaires au niveau des villages, quartiers, villes et régions. Ces comités populaires étaient le véritable fer de lance du mouvement mobilisant le peuple pour les manifestations. Par la suite, dans les régions libérées du joug du régime ils ont développé des formes d'autogestion basées sur l'organisation des masses. Des conseils populaires élus ont vu le jour pour gérer ces régions libérées, prouvant par là que c'est le régime qui provoque l'anarchie, et non le peuple.

Dans certaines régions libérées des forces armées du régime, des administrations civiles ont aussi été mises en place pour pallier l'absence de l'État et prendre en charge ses prérogatives dans de nombreux domaines, tels que les écoles, les hôpitaux, les routes, les services d'eau, d'électricité et les communications. Ces administrations civiles sont nommées à travers des élections par consensus populaires et ont pour tâches principales la fourniture des services de la fonction publique, la sécurité et la paix civile.

Des élections locales libres dans les zones « libérées » ont eu lieu pour la première fois depuis 40 ans dans certaines régions, quartiers et villages. C'est le cas par exemple dans la ville de Deir Ezzor, fin février 2013, dans laquelle un votant Ahmad Mohammad déclarait « nous voulons un État démocratique, pas un Etat islamique, nous voulons un État laïc géré par des civils et pas des mollahs ». Ces conseils locaux reflètent le sens de la responsabilité et la capacité des citoyens à prendre des initiatives pour gérer leurs affaires en s'appuyant sur leurs cadres, expériences et énergies propres. Ils existent sous diverses formes, tant dans les zones encore sous domination du régime que dans celles qui s'en sont émancipées.

Un autre exemple concret de cette dynamique d'auto-organisation est la réunion de fondation de la Coalition de la jeunesse révolutionnaire en Syrie, qui a eu lieu début juin 2013 à Alep. La réunion a rassemblé un large éventail de militant-es et de comités de coordination qui ont joué un rôle important sur le terrain depuis le déclenchement de la révolution en Syrie et qui venaient des différentes régions du pays et représentaient de larges secteurs de la société syrienne. La conférence a été présentée comme une étape clé pour représenter la jeunesse révolutionnaire de toutes les communautés.

Il faut également noter la formation de l'Union syrienne libre, le 13 Octobre 2013 à la suite d'une réunion à Rihania, ville sur la frontière syro-turque. Cette structure est composée d'environ 106 groupes et collectifs rassemblant des brigades militaires, des groupes d'information et d'autres formations civiles. Son acte de fondation appelle notamment à une Syrie libre et démocratique dans laquelle toutes les communautés religieuses et les ethnies seraient traitées de manière égale. Cela n'empêche pas qu'il y ait parfois des limites à ces conseils populaires, comme le manque de représentations des femmes, ou de certaines minorités. Il ne s'agit pas d'embellir la réalité mais de rétablir la vérité.

Un autre élément, important également, dans la dynamique populaire de la révolution est l'explosion de journaux indépendants produits par des organisations populaires. Le nombre de journaux est en effet passé de 3 avant la révolution -une presse essentiellement dans les mains du régime- à plus d'une soixantaine rédigés par des groupes populaires.

L'exemple de Raqqa

Un exemple très marquant de l'auto-organisation des masses est la ville de Raqqa, seule capitale de province libérée des forces du régime (depuis mars 2013). Encore soumise aux bombardements d'EL Assad, Raqqa est complètement autonome et c'est la population locale qui gère tous les services de la collectivité.

A Raqqa, les organisations populaires sont le plus souvent menées par des jeunes. Elles se sont multipliées, au point que plus de 42 mouvements sociaux étaient officiellement enregistrés à la fin du mois de mai. Les comités populaires ont organisé diverses campagnes. Un exemple est la campagne « le drapeau révolutionnaire syrien me représente » : elle consiste à peindre le drapeau révolutionnaire dans les quartiers et les rues de la ville, pour s'opposer à la campagne des islamistes qui voulaient imposer le drapeau islamique noir. Sur le plan culturel, une pièce de théâtre se moquant du régime Assad a été jouée au centre la ville et, au début du mois de juin, les organisations populaires ont organisé une exposition d'art et d'artisanat local. Des centres ont été mis en place pour occuper les jeunes et traiter les troubles psychologiques causés par les conséquences de la guerre. Les examens du baccalauréat syrien de fin d'année, en juin et juillet, ont été entièrement pris en charge par des volontaires.

Ce genre d'expériences d'auto-organisation se retrouve dans de nombreuses régions libérées. Il est à noter que les femmes jouent un grand rôle dans ces mouvements et dans les manifestations en général. Par exemple le 18 juin 2013 dans la ville de Raqqa, une manifestation massive, menée par des femmes, a eu lieu devant le siège de Jabhat al-Nusra, groupe islamiste, dans laquelle les manifestant-es appelaient à la libération des prisonniers qui ont été incarcérés. Les manifestant-es ont scandé des slogans contre Jabhat al-Nusra, et ont dénoncé leurs actions. Les manifestant-es n'ont pas hésité à scander le premier slogan utilisé à Damas en février 2011 : « Le peuple syrien refuse d'être humilié ». Le groupe « Haquna » (qui signifie « notre droit »), dans lequel de nombreuses femmes sont présentes, a également organisé de nombreux rassemblements contre les groupes islamistes dans Raqqa, scandant notamment « Raqqa est libre, dehors Jabhat al-Nusra ».

De nouvelles et nombreuses manifestations ont également eu lieu dans cette ville contre l'État Islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Dans la ville de Deiz Zor au mois de juin, une campagne avait été lancée par les militants locaux visant à encourager les citoyen-nes à participer aux processus de surveillance et de documentation des pratiques des conseils populaires locaux, y compris en les associant à faire valoir leurs droits et de promouvoir la culture des droits humains dans la société. Un accent particulier a été mis au cours de cette campagne sur l'idée du droit et de la justice pour tous et toutes.

Contre les islamistes et les jihadistes

Tandis que l'on commence à parler en Europe et aux États Unis de la nécessité de s'opposer aux jihadistes, le peuple syrien révolutionnaire s'y oppose depuis plus d'un an. Ce sont les mêmes organisations populaires citées plus haut qui se sont le plus souvent opposées aux groupes islamistes armés. Ceux-ci veulent prendre par la force le contrôle des zones libérées alors qu'ils n'ont pas de

racines dans le mouvement populaire, et qu'ils ne sont pas issus de la révolution.

La ville de Raqqa a par exemple vu une résistance continue et inébranlable contre les groupes islamistes. Depuis que la ville a été libérée des troupes de régime, en mars 2013, de nombreuses manifestations ont été organisées contre l'idéologie et les pratiques autoritaires des groupes islamistes. Il y a eu des rassemblements de solidarité avec des militants kidnappés pour exiger leur libération des geôles des islamistes. Cette manifestation a permis la libération de certains militants, mais de nombreux autres restent emprisonnés jusqu'à aujourd'hui comme le célèbre Père Paolo et d'autres tel que le fils de l'intellectuel militant Yassin Hajj Saleh, Firas.

En Septembre 2013, à la suite de l'occupation de la ville par l'EIIL et l'attaque de ce dernier contre l'Eglise de Notre-Dame de l'Annonciation à Raqqa, des groupes de jeunes militants ont organisé une manifestation pour condamner les actions de l'EIIL, dans laquelle ils brandissaient une grande croix en signe de solidarité avec la communauté chrétienne syrienne de la ville. Ils ont également publié la déclaration « nous exigeons le respect de toutes les religions : chrétiens et musulmans sont un et uni, nous avons vécu et nous vivons comme des frères. Les gens qui pratiquaient ce genres d'actions ne représentent qu'eux mêmes et la religion islamique est innocente de tels actes »

Dans la résistance de la population à l'EIIL dans la ville de Raqqa, comme ailleurs, les femmes ont joué un rôle de premier plan. Par exemple, Suad Nofal, une maîtresse d'école, a protesté presque quotidiennement pendant plusieurs mois contre les pratiques autoritaire de l'EIIL et pour réclamer la libération des prisonniers politiques. Des manifestations similaires des masses populaires contestant les pratiques autoritaires et réactionnaires des islamistes ont eu lieu à Alep, à Mayādīn, Al-Quseir et d'autres villes comme Kafranbel. Ces combats se poursuivent aujourd'hui.

Les CCL ont également dénoncé les appels du responsable d'Al Qaïda, Ayman Zawahiri, appelant à la création d'un État islamique en Syrie. Ils ont condamné cette « ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Syrie » et ont réitéré « le fait que seuls les Syriens décideront de l'avenir de leur pays ». Dans cette déclaration, les CCL affirment une nouvelle fois que « la révolution syrienne a commencé afin de parvenir à la liberté, la justice, et un état civil, pluraliste et démocratique... l'établissement en Syrie d'un État pour tous les citoyens »³.

Dans le quartier de Bustan Qasr, à Alep, la population locale a manifesté à de nombreuses reprises pour dénoncer les actions du Conseil de la Charia d'Alep, qui regroupe plusieurs groupes islamistes. Le 23 août 2013 par exemple, les manifestants de Bustan Qasr, tout en condamnant le massacre à l'arme chimique commis par le régime contre la population de la Ghouta orientale, réclamaient également la libération du célèbre activiste Abu Maryam, une fois de plus emprisonné par le Conseil de la Charia d'Alep. Auparavant dans ce même quartier à la fin juin 2013, les manifestants avaient scandé « Va te faire foutre (Toz) le Conseil islamique », en raison des politiques répressives et autoritaires répétitives de ce dernier. Une explosion populaire s'était également exprimée lors de l'assassinat par des jihadistes étrangers appartenant au groupe de l'EIIL d'un jeune garçon de 14 ans, pour soi-disant blasphème alors qu'il avait fait une blague faisant référence au prophète Mohammad. Une manifestation a été organisée par le comité populaire de Bustan Qasr contre le Conseil islamique et les groupes islamistes, scandant : « Quelle honte, quelle honte, les révolutionnaires sont devenus Shabbiha » [Ndlr : groupe armé pro Assad], ou bien ils faisaient référence au Conseil Islamique en citant les services de sécurité du régime Assad, une allusion claire à leurs pratiques autoritaires.

Le 2 août 2013, lors d'une des manifestations hebdomadaires du vendredi, les CCL qui jouent un rôle important d'information de la révolution mais également d'aide, d'approvisionnement et de services aux populations et aux réfugiés, ont déclaré ceci dans leur communiqué : « dans un message unifié de la révolution au monde entier, nous confirmons que les enlèvements de militant-es

et d'acteurs essentiels de la révolution, outre qu'ils servent l'intérêt de la tyrannie, nuisent à la liberté et à la dignité de la révolution ». Ce message s'adressait directement à ces groupes islamistes réactionnaires. Dans le même esprit, le 28 juillet 2013, les CCL écrivaient un communiqué avec pour titre : « La tyrannie est une, qu'elle s'exerce au nom de la religion ou au nom de la laïcité », renvoyant dos à dos les islamistes et le régime. Les CLL ont publié un communiqué le 20 septembre 2013 dont le titre était « Seuls les Syriens vont libérer la Syrie » affirmant à nouveau leur refus d'un remplacement d'une tyrannie par une autre, et ils dénonçaient les pratiques du groupe djihadiste de l'EIIL, qui « ne diffèrent pas des pratiques du régime syrien dans la répression et la suppression de la liberté d'expression ».

Le Conseil populaire du quartier de Salah El-Din, dans la ville d'Alep, brandissait une pancarte au milieu d'une manifestation le 27 Septembre 2013, en opposition à l'EIIL qui disait : « Prenez votre Islam et laissez nous Notre Islam - l'Islam a conquis les cœurs avant les territoires ». Des comités de coordination tels que le Comité Kurde pour la fraternité ont accusé l'EIIL d'« occuper les villes et de terroriser les citoyens », les assimilant aux groupes combattant au côté du régime comme le Hezbollah qui visent également les civils. Ils ont notamment manifesté dans le quartier d'Ashrafiya à Alep, le 20 Septembre 2013, contre l'EIIL brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire notamment « La Syrie sera libre, EIIL dehors » et « Notre Syrie est colorée. Non à l'EIIL et son drapeau noir ».

En septembre de la même année, onze organisations civiles représentant la structure organisée révolutionnaire dans la région de la Ghouta, une zone à l'extérieur de Damas, ont fortement défendu l'activiste Razan Zaitouneh, une figure révolutionnaire populaire importante, à la suite de menaces à son encontre par des membres de factions islamistes armées.

A la mi-octobre, le Mouvement civil en Syrie publiait une déclaration suite aux remarques de M. Zahran Alloush, commandant de l'Armée de l'Islam, dans laquelle les groupes et les membres du processus révolutionnaire syrien déclaraient leur rejet « de toute tentative par une partie quelconque d'imposer de nouvelles formes d'autoritarisme sur la population syrienne et le travail des activistes. »

Cette déclaration a été publiée après que M. Zahran Alloush (commandant de l'Armée de l'Islam) a voulu imposer son autorité sur le conseil civil de la ville de Douma, dans la banlieue de Damas. L'opposition populaire, armée et pacifique, n'a cessé de s'accroître en particulier face à l'EIIL, actuelle EI, jusqu'à aujourd'hui.

Arabes et Kurdes unis

Dans le nord-est de la Syrie, habitée en majorité par la population kurde, les combats récents entre islamistes et milices kurdes du PYD (lié au PKK) ont été l'occasion d'initiatives populaires des militants et de la population locale. Ces initiatives populaires visaient à démontrer la fraternité des Kurdes et des Arabes dans cette région et à réaffirmer que la révolution populaire syrienne était pour « tous et toutes », et qu'elle excluait le racisme et le sectarisme. Au moment de ces combats, dans la province de Raqqqa, la ville de Tall Abyad a d'ailleurs vu la formation du bataillon « Chirko Ayoubi », qui a rejoint la brigade du Front Kurde le 22 juillet 2013. Ce bataillon regroupe désormais des Arabes et Kurdes ensemble. Ils ont publié une déclaration commune dénonçant les exactions commises par les groupes islamistes et les tentatives de divisions du peuple syrien sur des bases ethniques et communautaires. Les différentes factions de l'ASL sont néanmoins divisées. Certaines se battent aux côtés des islamistes, mais d'autres ont rejoint les milices kurdes et dénoncé les exactions commises par des groupes islamistes.

Dans la ville d'Alep, plus précisément dans le quartier d'Achrafieh (habité principalement par des Kurdes), une manifestation a été organisée le 1^{er} août 2013 rassemblant plusieurs centaines de personnes en faveur de la fraternité entre Arabes et Kurdes, pour condamner des actes commis par des groupes extrémistes islamistes contre la population kurde.

Dans la ville de Tell Abyad, qui a été soumise à d'intenses combats, les militants ont tenté de lancer plusieurs initiatives visant à mettre fin au conflit militaire entre les deux groupes, à arrêter le départ de force des civils, à mettre en place un comité populaire pour gouverner et gérer la ville sur une base quotidienne, et à promouvoir des initiatives et des actions conjointes entre les populations arabes et kurdes, afin de parvenir à un consensus par des moyens pacifiques. Les efforts continuent aujourd'hui malgré la poursuite des combats entre islamistes et milices kurdes.

Dans la ville de Amouda, une trentaine de militants se sont réunis le 5 août 2013 avec des drapeaux kurdes et des drapeaux révolutionnaires syriens derrière une pancarte disant « Je t'aime Homs », pour montrer leur solidarité avec cette ville assiégée par l'armée du régime.

Dernièrement encore, dans la ville de Qamichli, où vivent des populations arabes (musulmanes et chrétiennes), kurdes et assyriennes, des militants locaux ont lancé de nombreux projets pour garantir la coexistence et la gestion de certains quartiers par des comités conjoints. Dans cette même ville, la branche de l'Union des étudiants libres kurdes a lancé une petite campagne Internet appelant à la liberté, la paix et la fraternité, la tolérance et l'égalité pour l'avenir de la Syrie.

Dans sa très grande majorité, le mouvement populaire syrien n'a cessé de répéter son refus du confessionnalisme, malgré les tentatives du régime et des groupes islamistes pour allumer ce feu dangereux. Les slogans des manifestant-e-s tels que « Nous sommes tous des Syriens, nous sommes unis » et « Non au confessionnalisme » sont répétés en permanence jusqu'à aujourd'hui.

Il convient de comprendre le rôle crucial joué par les comités populaires et les organisations dans la poursuite du processus révolutionnaire, car ce sont les acteurs essentiels qui permettent au mouvement populaire de résister. Il ne s'agit pas de diminuer le rôle joué par la résistance armée, mais cette dernière dépend du mouvement populaire pour continuer le combat. Sans celui-ci, nous n'aurions aucune chance.

Il est difficile d'établir un rapport de forces entre les différents comités populaires, qui ont un enracinement très important dans cette révolution, et les groupes jihadistes et islamistes réactionnaires. Ce qui est certain c'est que le mouvement populaire n'abandonnera pas les objectifs de la révolution : démocratie, justice sociale et refus du confessionnalisme malgré les menaces que représentent les groupes islamistes et le régime Assad.

En 2014, un mouvement populaire persistant et la lutte contre le régime et l'EIL

Le mouvement populaire, continue à faire entendre sa voix contre tous ceux qui s'opposent aux objectifs de la révolution.

En Janvier 2014, une explosion populaire dans de nombreuses zones libérées avait poussé vers la sortie l'EIL et incité d'autres groupes armés à combattre ce dernier, notamment certains groupes islamistes initialement réticents mais qui, sous la pression populaire, n'avaient pu faire autrement que de combattre l'EIL. Pour une grande majorité des populations des territoires libérés l'EIL était devenu l'autre visage du régime Assad en raison de son autoritarisme, très bien résumé par les chants des manifestants « Assad et ISIS sont un ».

En mars 2014, de nombreuses manifestations et activités avaient eu lieu pour commémorer le troisième anniversaire de la révolution syrienne et rappeler ses objectifs, lors d'expositions photos et autres pièces de théâtre dans des zones libérées comme à Alep et dans la région d'Idlib.

Durant le mois d'avril et de mai, des actions ont également été organisées contre les groupes jihadistes et islamistes. Dans la ville de Minbej, proche d'Alep, tenue par l'EIL, une grève générale avait été décrétée fin mai par les habitants de la ville pour protester contre l'occupation. Un groupe d'activistes syrien-ne-s ont également lancé une campagne pour demander la libération des quatre révolutionnaires (Razan Zeitouneh) [Ndlr : activiste Syrienne, kidnappée avec son mari et deux collègues juristes], des symboles du soulèvement populaire et de la lutte contre le régime, kidnappés en décembre 2013 très vraisemblablement par le Front islamique qui avait déjà menacé les activistes dans le passé. Des manifestations ont eu lieu par exemple dans la ville de Douma, proche de Damas, et dans le quartier de Salah el-Din à Alep sous le slogan : « Traître est celui qui kidnappe les révolutionnaires ».

Lors du simulacre d'élection démocratique en juin 2014, qui a vu la réélection du dictateur Bachar Al Assad, des groupes d'activistes ont distribué des flyers et brochures dans le plus secret, avant et pendant les élections, dans des villes et zones sous la domination du régime, comme à Damas, Alep et Hama, condamnant les crimes de ce dernier et réitérant leur volonté de continuer leur révolution jusqu'à la victoire. Dans le même temps des manifestations avaient lieu dans de nombreuses zones libérées pour dénoncer ces « élections de sang ». On a également vu certains révolutionnaires, dans les zones libérées, transformer des poubelles en urnes électorales sur lesquelles étaient écrit « Vous pouvez voter ici », « On te jette, Bachar » et « Bachar, c'est là que tu résides ». Dans la ville de Qamichli, une manifestation a été organisée par des mouvements de jeunes kurdes pour condamner l'élection en tant que mascarade orchestrée par Assad et appelant au boycott de ces dernières.

Durant l'agression militaire israélienne contre la bande de Gaza, dans les « territoires libérés » de Syrie, notamment dans différents quartiers d'Alep, dans la ville de Qaboun près de Damas, à Deraa, etc., il y a eu des manifestations de solidarité avec le peuple palestinien dès le début de l'opération.

Dans le quartier de Salah el Din, les manifestant-e-s ont envoyé ce message au peuple palestinien : « De la population de Salah el Din à Alep à la population de Gaza : nous sommes un, comme l'est notre lutte contre notre ennemi ». Une veillée aux bougies a également eu lieu à Alep pour Gaza, tandis que des enfants manifestaient en masse dans la ville de Qaboun en solidarité avec la Palestine. Il y a également eu des manifestations de soutien à Gaza dans le camp palestinien de Yarmouk. Sur le plateau du Golan occupé par Israël, des manifestant-e-s soutenant la révolution syrienne ont dénoncé l'attaque militaire de l'armée d'occupation d'Israël sur Gaza, avec des pancartes qui demandaient l'arrêt du massacre en Syrie et à Gaza.

Au début du mois d'août 2014, des militant-e-s des comités populaires et conseils populaires de certains quartiers d'Alep ont lancé une campagne pour relancer le mouvement de protestation pacifique contre le régime du dictateur Bachar Al Assad tout en s'opposant également à l'État islamique et aux dangers posés par ce dernier alors qu'il se trouvait aux portes d'Alep. La campagne veut particulièrement relancer les manifestations de rue tout en utilisant les médias sociaux. La campagne porte le titre suivant : « l'activisme pacifique est le pouls de la révolution ».

La campagne réunit les conseils révolutionnaires des quartiers de Salah al-Din, Bustan al-Qasr, Kalasa et de l'ancienne ville d'Alep, le Comité de coordination du quartier de Mashhad, et les équipes de secours de la défense civile. Le conseil municipal d'Alep libre l'Association syrienne des femmes et un certain nombre de militants indépendants ont également rejoint cette mobilisation.

Lors du premier jour de la campagne, le Conseil révolutionnaire de Salah al-Din a organisé une

manifestation silencieuse. Les participants ont tenu des bannières en réponse à un article publié dans le magazine américain Live Wire, qualifiant Alep de « ville la plus dangereuse du monde ». Les manifestant-e-s voulaient envoyer un message rappelant que leur ville est vivante et mérite leur affection malgré les dangers d'y vivre. Dans l'Est d'Alep, les manifestant-e-s ont pris part à une marche partant du quartier Salah al-Din passant par Mashhad et s'achevant dans le quartier d'Ansari. Les étudiant-e-s participant à la manifestation ont brandi des panneaux appelant à un retour aux valeurs défendues au début de la révolution de 2011, et pour l'unification de l'Armée Syrienne Libre.

En même temps il faut noter la formation, dans plusieurs régions à majorité Kurde, au nord-est de la Syrie, d'un gouvernement autonome dominé par le Parti de l'union démocratique (PYD), qui est l'émanation syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en novembre 2013. Les forces d'Assad s'étaient retirées en juillet 2012, de neuf villes à majorité kurde. Le PYD contrôle la plupart des régions kurdes en dehors la ville de Qamishli toujours sous occupation du régime et quelques villes mixtes dans les provinces de Hasaka et à Alep. Des administrations autonomes de transition ont été créées dans les trois zones d'Afrine, au nord-ouest d'Alep, de Kobani, entre la frontière turque au nord et l'Euphrate qui la borde à l'ouest, et de la Djezireh, zone la plus vaste et la plus peuplée, qui se situe à l'extrême nord-est du pays.

Dans l'attente d'élections prévues dans le courant de l'année 2014, chaque entité possède actuellement une assemblée législative locale de transition dirigée par un président et un gouvernement régional provisoire, composé de vingt-deux membres, nommés ministres, qui gèrent, avec un conseil ministériel, les affaires courantes de la vie politique, sociale, juridique et économique. Ces trois gouvernements régionaux ont chacun à leur tête un premier ministre kurde et deux vice-premiers ministres souvent issus des autres communautés confessionnelles ou ethniques, kurdes, arabes, chrétiennes ou tchérkes.

Conclusion

En conclusion, le mouvement populaire syrien fait face à plusieurs menaces contre-révolutionnaires, tout d'abord celle du régime Assad assisté par ses alliés russes, iraniens et du Hezbollah, qui n'ont d'ailleurs pas cessé d'enregistrer des victoires militaires importantes comme la reprise de la ville de Homs en mai 2014. La propagande du régime de la « guerre contre le terrorisme », qui est reprise également par le dictateur Sissi en Egypte et d'autres monarchies réactionnaires du Golfe, trouvent aussi de plus en plus d'échos au sein des pays occidentaux dans leurs mesures répressives et liberticides pour faire face, prétendent-ils, à la menace « jihadiste » en Europe.

L'autre visage de la contre-révolution est représenté par les groupes islamistes et jihadistes qui s'opposent aux objectifs de la révolution syrienne (démocratie, justice sociale et refus du communautarisme) et n'hésitent pas, comme on l'a vu, à s'attaquer aux révolutionnaires dans les régions dites libérées. Ces groupes ont profité en premier lieu de « l'amnistie » accordée par le régime à de nombreux islamistes et jihadistes au début de la révolution tandis que les démocrates et autres révolutionnaires continuaient de croupir en prison et à se faire assassiner par le régime. Le régime d'Assad ne les combat d'ailleurs pas systématiquement comme à Raqqa la ville occupée par l'EI épargnée par les bombardement depuis son occupation jusqu'au bombardement américain en Aout 2014 en Iraq contre les avancées militaires de l'EI.

En second lieu ces groupes jihadistes ont profité de soutiens financiers, surtout au début de la révolution, de donateurs privés des monarchies du Golfe qui voulaient transformer cette révolution populaire en guerre confessionnelle. Les groupes jihadistes de l'EI et du Jabhat al Nusra sont de plus

devenus largement autonomes financièrement grâce aux trafics engendrés par l'occupation de puits de pétrole et au développement d'une économie de guerre.

Il est également important, malgré les difficultés et les menaces qui pèsent sur la révolution syrienne, de considérer cette dernière comme faisant partie intégrante des processus révolutionnaires de la région et de ses dynamiques, et toute tentative de les séparer doit être contesté. Les révolutionnaires en Syrie combattent comme les autres activistes dans les pays de la région pour la liberté et la dignité et luttent aussi bien contre les régimes autoritaires que contre les groupes islamistes et jihadistes qui s'opposent à leurs objectifs.

De même les oppositions dites géopolitiques ou par en haut de blocs de pays n'ont pas permis d'expliquer les dynamiques de la révolution syrienne. Cette analyse aboutit en effet chez certains commentateurs politiques à des positions rendant incompréhensibles les dynamiques du processus révolutionnaire, et passe sous silence le fait que de grandes puissances prétendument opposées collaborent ensemble sur différents thèmes, comme par exemple sur l'Irak dernièrement mais également dans la « lutte contre terrorisme ».

Le rapprochement cette dernière année entre l'Iran et les États Unis en est un parfait exemple et a démontré, s'il en était encore besoin, la futilité du positionnement de ces secteurs de la gauche qui considèrent notamment la Russie et l'Iran comme un bloc anti-impérialiste. Les différentes puissances impérialistes mondiales et les puissances régionales bourgeoises, en dépit de leur rivalité, ont un intérêt commun dans la défaite des révolutions populaires de la région, et l'exemple le plus patent est celui de la Syrie.

La conférence de Genève 2 au mois de Mars 2014 sur la Syrie, soutenue par toutes les puissances internationales et régionales sans exception, a en effet les mêmes objectifs que la précédente et les autres conférences dites de « paix » : parvenir à un accord entre le régime d'Assad et une fraction opportuniste - liée aux États occidentaux et aux monarchies du Golfe - de l'opposition réunie dans la Coalition Syrienne.

En effet, nous ne devons pas imaginer que les rivalités impérialistes à l'échelle mondiale entre les États Unis, la Chine et la Russie seraient insurmontables pour ces puissances, dans la mesure où ces puissances sont en réalité dans des rapports d'interdépendance sur de nombreuses questions. Tous ces régimes sont des pouvoirs bourgeois qui sont et seront toujours des ennemis des révolutions populaires, cherchant à imposer ou renforcer un contexte politique stable leur permettant d'accumuler et de développer leur capital politique et économique au mépris des classes populaires. En Syrie comme ailleurs, aucune solution ne pourra être trouvée tant que les enjeux démocratiques et sociaux ne seront pas traités ensemble.

Finalement, comme écrivait des révolutionnaires syriens : « Les ennemis sont multiples... la révolution est une... et elle continue ». Le mouvement populaire syrien n'a sans doute pas dit son dernier mot.

Joseph Daher

Notes

1. Blog Syria Freedom Forever Al qiada el muchtarakah liljeich sury el hur : rissalah maftouha lil jama3a el ikhwan el muslimun fi surya, avril 2013 :

<http://syriafreedomforever.wordpress.com/2013/04/11/القيادات-المختاركة-لجيش-سوريا-الحر-رسالة-مفتوحة-للجماعة-الاخوان-المسلمين-في-سوريا/>.

2.The Local Coordination Committees in Syria, A year to the revolution of freedom and dignity, Mars 2012 : voir <http://tinyurl.com/mg75vgp>

3. Blog Syria Freedom Forever, Condemnation of Zawahri's Statements Regarding his Intervention in the Internal Affairs of Syria, 4 Avril 2013 :

<http://syriafreedomforever.wordpress.com/2013/04/11/condemnation-of-zawahris-statements-regarding-his-intervention-in-the-internal-affairs-of-syria/>.

date : 15/09/2014 - 10:34

P.-S.

*

<http://www.contretemps.eu/interventions/syrie-retour-sur-origines-d%C3%A9veloppement-processus-r%C3%A9volutionnaire-1%C3%A8re-partie>

* Nos [Contretemps] contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 33125) [Syrie : un retour sur les origines et le développement du processus révolutionnaire \(1^{re} partie\)](#).